

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2017/20489]

3 SEPTEMBRE 2017. — Loi modifiant la loi du 22 avril 1999  
relative aux professions comptables et fiscales (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 22 avril 1999  
relative aux professions comptables et fiscales*

**Art. 2.** Dans l'article 3 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, remplacé par l'arrêté royal du 19 novembre 2009, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

“L'Institut a également pour mission de veiller au respect des conditions d'accès à la profession d'expert-comptable et de conseil fiscal ainsi qu'à la protection des droits et intérêts professionnels communs de ses membres.”.

**Art. 3.** Dans l'article 4 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 19 novembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par le 3<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

“3<sup>o</sup> le stagiaire expert-comptable, le stagiaire conseil fiscal et le stagiaire expert-comptable et conseil fiscal.”;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2 les mots “Les stagiaires et” sont supprimés;

3<sup>o</sup> l'article est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

“Les dispositions légales et réglementaires relatives à la déontologie, à l'exercice du pouvoir disciplinaire par les instances disciplinaires applicables aux experts-comptables et/ou aux conseils fiscaux s'appliquent aux stagiaires expert-comptable, aux stagiaires conseil fiscal et aux stagiaires expert-comptable et conseil fiscal.

L'affiliation double à l'Institut professionnel des membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, n'est pas exclue. En cas de double affiliation, le stagiaire concerné relève du pouvoir disciplinaire de l'Institut professionnel.”.

**Art. 4.** L'article 5 de la même loi est complété par les paragraphes 3 et 4, rédigés comme suit :

“§ 3. L'Institut établit également la liste des stagiaires.

Dans la liste des stagiaires le nom du stagiaire et la qualité du stagiaire sont mentionnés.

La liste des stagiaires reprend dans une sous-liste les stagiaires externes qui exercent ou entendent exercer tout ou partie de leur activité, à titre exclusif, principal ou accessoire, en dehors d'un contrat de travail ou d'une fonction rémunérée par les pouvoirs publics.

La liste des stagiaires est arrêtée le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

§ 4. L'Institut publie de manière distincte le tableau des membres et la liste des stagiaires.”.

**Art. 5.** Dans l'article 19 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 février 2003, la loi du 2 juin 2013 et la loi du 15 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'article, dont le texte actuel formera paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2, rédigé comme suit :

“§ 2. Il ne peut être conféré à la même personne la qualité de réviseur d'entreprises et celle de conseil fiscal.

Il ne peut être conféré à la même personne la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal et celle de comptable agréé ou de comptable fiscaliste agréé.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2017/20489]

3 SEPTEMBER 2017. — Wet tot wijziging van de wet van 22 april 1999  
betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 22 april 1999  
betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen*

**Art. 2.** In artikel 3 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, vervangen bij koninklijk besluit van 19 november 2009, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

“Het Instituut heeft eveneens als opdracht toe te zien dat de voorwaarden inzake de toegang tot het beroep van accountant en belastingconsulent worden nageleefd, alsook dat de rechten en de gemeenschappelijke beroepsbelangen van de leden worden beschermd.”.

**Art. 3.** In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 november 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het eerste lid wordt aangevuld met een bepaling onder 3<sup>o</sup>, luidende :

“3<sup>o</sup> de stagiair-accountant, de stagiair-belastingconsulent en de stagiair-accountant-belastingconsulent.”;

2<sup>o</sup> in het tweede lid worden de woorden “Stagiairs en” opgeheven;

3<sup>o</sup> het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende :

“Alle wettelijke en reglementaire bepalingen in verband met de plichtenleer, de uitoefening van de tuchtmacht door de tuchtinstancies bevoegd voor de accountants en/of belastingconsulenten zijn van toepassing op de stagiairs-accountant, de stagiairs-belastingconsulent en de stagiairs-accountant-belastingconsulent.

Het dubbel lidmaatschap met het Beroepsinstituut van de leden bedoeld in het eerste lid, 3<sup>o</sup>, is niet uitgesloten. Ingeval van dubbel lidmaatschap, valt de betrokken stagiair onder de tuchtmacht van het Beroepsinstituut.”.

**Art. 4.** Het artikel 5 van dezelfde wet wordt aangevuld met de paragrafen 3 en 4, luidende :

“§ 3. Het Instituut maakt eveneens de lijst van stagiairs op.

In de lijst van stagiairs worden de naam van de stagiair en de hoedanigheid van de stagiair vermeld.

De lijst van stagiairs bevat een deellijst van externe stagiairs die alle of sommige werkzaamheden op exclusieve wijze, in hoofd- of bijberoep uitoefenen, of dat voornemens zijn, buiten het kader van een arbeids-overeenkomst of een door de overheid bezoldigde betrekking.

De lijst van de stagiairs wordt elk jaar op 1 januari vastgesteld.

§ 4. Het Instituut maakt het tableau van de leden en de lijst van stagiairs afzonderlijk bekend.”.

**Art. 5.** In artikel 19 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 2003, de wet van 2 juni 2013 en de wet van 15 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het artikel, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende :

“§ 2. Eenzelfde persoon kan niet de hoedanigheid van bedrijfsrevisor en die van belastingconsulent bezitten.

Eenzelfde persoon kan niet de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent en die van erkende boekhouder of erkende boekhouder-fiscalist bezitten.

La qualité d'expert-comptable peut être conférée à une personne ayant la qualité de réviseur d'entreprises. Les personnes ayant la qualité de réviseur d'entreprises ne peuvent exercer les activités visées à l'article 38, 3°, que pour les entreprises auprès desquelles elles n'accomplissent pas de missions révisorales.”;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, les mots “aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution” sont remplacés par les mots “au Code des sociétés, au Code de droit économique, Livre III, titre 3, chapitre 2, et à ses arrêtés d'exécution”;

3° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 6°, les phrases : “Il ne peut être conféré à la même personne la qualité de réviseur d'entreprises et celle de conseil fiscal. La qualité d'expert-comptable peut être conférée à une personne ayant la qualité de réviseur d'entreprises. Les personnes ayant la qualité de réviseur d'entreprises ne peuvent exercer les activités visées à l'article 38, 3°, que pour les entreprises auprès desquelles elles n'accomplissent pas de missions révisorales.” sont abrogées.

**Art. 6.** L'article 20 de la même loi est complété par un alinéa, rédigé comme suit : “L'Institut donne, aux conditions fixées par le Roi, l'autorisation à chaque société qui en fait la demande, d'exercer les activités de stagiaire expert-comptable, de stagiaire conseil fiscal ou de stagiaire expert-comptable et conseil fiscal.”.

**Art. 7.** L'article 23 de la même loi est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

“Le recours est formé dans le mois à partir du jour où la décision a été notifiée à l'intéressé.

Le recours est suspensif.”.

**Art. 8.** L'article 24 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

“§ 1<sup>er</sup>. Le Conseil organise pour ceux qui se destinent à la fonction d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal le stage prévu à l'article 19, en ce compris l'examen d'aptitude.

§ 2. La durée du stage, menant à l'une ou l'autre ou aux deux fonctions susvisées, est de minimum trois ans et, hormis une suspension d'une durée déterminée pour des raisons légitimes à apprécier par le Conseil, de maximum huit ans prenant cours à la date de son inscription à la liste des stagiaires.

Un stagiaire qui, au terme de la période de stage de huit ans, n'a pas réussi l'examen d'aptitude, est omis de la liste des stagiaires et ne pourra plus solliciter, avant l'expiration d'un délai de trois ans, une nouvelle inscription à l'examen d'admission visé à l'article 25, 2°.

Le règlement du stage détermine dans quels cas, le Conseil peut accorder une réduction de la durée du stage, compte tenu de la formation et de l'expérience du candidat.

§ 3. Le stage se clôture par la réussite de l'examen d'aptitude, organisé par l'Institut visé à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 5°, en vue de vérifier les connaissances pratiques du stagiaire.

Un stagiaire ne peut accéder à l'examen d'aptitude avant d'avoir accompli au moins trois années de stage.”.

**Art. 9.** Dans l'article 25 de la même loi, le 2° est complété par les mots : “ou satisfaire aux conditions concernant l'expérience, visée à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 4°;”.

**Art. 10.** Dans l'article 26, alinéa 2, de la même loi, les mots “l'article 29<sup>ter</sup> des lois coordonnées sur les sociétés commerciales” sont remplacés par les mots “l'article 440 du Code des sociétés”.

**Art. 11.** L'article 27 de la même loi est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

“Les normes et recommandations ont pour but de déterminer des règles pratiques concernant la déontologie, le stage, l'examen pratique d'aptitude, la formation permanente, la profession ou l'organisation de l'Institut.

L'Institut porte à la connaissance des membres, en temps utile et de manière appropriée, toutes les normes et recommandations techniques et déontologiques et publie celle-ci sur le site web de l'Institut.”.

De hoedanigheid van accountant kan wel worden verleend aan een persoon met de hoedanigheid van bedrijfsrevisor. Personen met de hoedanigheid van bedrijfsrevisor mogen de in artikel 38, 3°, bedoelde werkzaamheden niet uitoefenen voor ondernemingen waarin zij revisorale opdrachten uitoefenen.”;

2° in paragraaf 1, 2°, worden de woorden “op de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van ondernemingen en haar uitvoeringsbesluiten” vervangen door de woorden “op het Wetboek van vennootschappen, op het Wetboek van economisch recht, Boek III, titel 3, hoofdstuk 2, en zijn uitvoeringsbesluiten”;

3° in paragraaf 1, 6°, worden de zinnen “Eenzelfde persoon kan niet de hoedanigheid van bedrijfsrevisor en van belastingconsulent bezitten. De hoedanigheid van accountant kan wel worden verleend aan een persoon met de hoedanigheid van bedrijfsrevisor. Personen met de hoedanigheid van bedrijfsrevisor mogen de in artikel 38, 3°, bedoelde werkzaamheden niet uitoefenen voor ondernemingen waarin zij revisorale opdrachten uitoefenen.” opgeheven.

**Art. 6.** Artikel 20 van dezelfde wet, wordt aangevuld met een lid, luidende : “Het Instituut verleent, onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, de toelating aan elke vennootschap die hierom verzoekt, om de activiteiten van stagiair-accountant, stagiair-belastingconsulent of stagiair-accountant en -belastingconsulent uit te oefenen.”.

**Art. 7.** Artikel 23 van dezelfde wet wordt aangevuld met twee leden, luidende :

“Hoger beroep wordt ingesteld binnen één maand vanaf de dag dat de beslissing ter kennis gegeven werd aan de belanghebbende.

Het hoger beroep heeft schorsende werking.”.

**Art. 8.** Artikel 24 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

“§ 1. De Raad richt voor wie zich op de functie van accountant en/of belastingconsulent voorbereidt, de stage zoals bedoeld in artikel 19, in, met inbegrip van het bekwaamheidsexamen.

§ 2. De stage, die leidt tot de ene of de andere of beide voornoemde functies, duurt minimaal drie jaar en, behoudens een schorsing van bepaalde duur om gegronde redenen te beoordelen door de Raad, maximaal acht jaar die ingaat op de dag van zijn inschrijving op de lijst van stagiairs.

Een stagiair die aan het einde van de achtjarige stageperiode niet in het bekwaamheidsexamen geslaagd is, wordt van de lijst van de stagiairs weggelaten en kan voor het verstrijken van een termijn van drie jaar niet meer een aanvraag indienen voor een nieuwe inschrijving voor het toelatingsexamen bedoeld in artikel 25, 2°.

Het stagereglement bepaalt in welke gevallen, de Raad, een inkorting van de duur van de stage, rekening houdend met de opleiding en de ervaring van de kandidaat, kan toestaan.

§ 3. De stage wordt afgesloten met het slagen in een bekwaamheidsexamen, georganiseerd door het Instituut bedoeld in artikel 19, § 1, 5°, met als doel de praktische kennis van de stagiair na te gaan.

Een stagiair mag niet deelnemen aan het bekwaamheidsexamen alvorens minstens drie jaar stage voltooid te hebben.”.

**Art. 9.** In artikel 25 van dezelfde wet wordt de bepaling onder 2° aangevuld met de woorden “of te voldoen aan de voorwaarden met betrekking tot de ervaring, als bepaald in artikel 19, § 1, 4°;”.

**Art. 10.** In artikel 26, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden “artikel 29<sup>ter</sup> van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 440 van het Wetboek van vennootschappen”.

**Art. 11.** Artikel 27 van dezelfde wet wordt aangevuld met twee leden, luidende :

“De normen en aanbevelingen hebben tot doel praktische regels te bepalen inzake de plichtenleer, de stage, het praktisch bekwaamheidsexamen, de permanente vorming, het beroep of de werking van het Instituut.

Het Instituut maakt aan de leden tijdig en op gepaste wijze alle technische en deontologische normen en aanbevelingen bekend en maakt deze openbaar op de website van het Instituut.”.

**Art. 12.** Dans l'article 28 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "experts-comptables externes et les conseils fiscaux" sont remplacés par le mot "membres";

2° l'article est complété par un paragraphe 3, rédigé comme suit :

"§ 3. Conformément à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le Roi peut fixer un règlement relatif à la revue qualité, après avis du Conseil de l'Institut.

Le Roi crée une commission revue qualité, chargée d'organiser la revue qualité des méthodes de travail des experts-comptables externes et des conseils fiscaux externes, de l'organisation de leur cabinet, des diligences accomplies notamment pour respecter la loi, la réglementation, les normes et les recommandations et de la manière dont ils exercent leurs missions telles que visées aux articles 34 et 38.

Le Conseil de l'Institut nomme les membres, le président et le vice-président de la commission revue qualité, qui sont inscrits sans rappel à l'ordre au tableau des experts-comptables et des conseils fiscaux.

La commission revue qualité a notamment pour mission :

1° de composer une liste de rapporteurs et de la soumettre au Conseil de l'Institut;

2° d'élaborer le contenu et la pratique de la revue qualité, conformément au règlement, et de soumettre celle-ci au Conseil de l'Institut;

3° de proposer au Conseil de renvoyer l'expert-comptable externe et/ou le conseil fiscal externe devant les instances disciplinaires compétentes, lorsque l'expert-comptable externe et/ou le conseil fiscal externe enfreignent les dispositions légales ou réglementaires relatives à la revue qualité;

4° de proposer au Conseil d'adopter à l'égard du membre une mesure visée à l'article 29.

Dans le cadre de la revue qualité, l'expert-comptable externe et/ou le conseil fiscal externe donne accès à son cabinet au rapporteur, lorsque la commission revue qualité lui a annoncé la revue qualité au moins deux mois à l'avance, ou, le cas échéant après l'octroi d'un éventuel report, à la date convenue entre la commission revue qualité et l'expert-comptable externe et/ou le conseil fiscal externe.

On entend par "cabinet" au sens du présent article : l'unité organisationnelle au sein de laquelle un ou plusieurs experts-comptables externes et/ou conseils fiscaux externes prestent pour un client des services professionnels, tels que visés aux articles 34 et 38. Le cabinet compte soit un seul établissement, soit plusieurs établissements dans lesquels les mêmes méthodes de travail sont appliquées.

Dans le cadre de la revue qualité, l'expert-comptable externe et/ou le conseil fiscal externe donne l'accès au rapporteur à toutes les informations relative à l'exercice de la profession et, si le rapporteur le juge nécessaire pour accomplir sa mission, en fournit copie au rapporteur."

**Art. 13.** Dans la même loi, un article 28/1 est inséré, rédigé comme suit :

"Art. 28/1. Les membres externes établissent une lettre de mission avec leur client préalablement à l'exécution de toute prestation. Cette lettre de mission précise de manière équilibrée les droits et devoirs réciproques du client et du titulaire de la profession.

Le Roi fixe, après avis du Conseil de l'Institut, les modalités pour l'application de la lettre de mission."

**Art. 14.** L'article 29 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 19 novembre 2009, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2, rédigé comme suit :

"§ 2. Le Conseil peut rappeler à l'ordre le membre :

1° lorsque le membre reste en défaut, dans le délai déterminé par le Conseil de l'Institut, de payer tout ou partie des cotisations visées à l'article 6;

2° lorsque le membre a omis de faire couvrir sa responsabilité civile professionnelle par un contrat d'assurance visé à l'article 33, ou de le faire approuver par le Conseil de l'Institut;

3° lorsque le membre n'a pas, pendant trois années consécutives, participé à la formation professionnelle obligatoire pour les experts-comptables et/ou les conseils fiscaux, conformément à la norme approuvée par le Conseil;

**Art. 12.** In artikel 28 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "externe accountants en externe belastingconsulenten :" vervangen door de woorden "de externe leden :";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

"§ 3. In overeenstemming met artikel 7, § 1, eerste lid, kan de Koning, na advies van de Raad van het Instituut, een reglement inzake de kwaliteitstoetsing vastleggen.

De Koning richt een commissie kwaliteitstoetsing op die belast is met de organisatie van de kwaliteitstoetsing van de werkmethode van de externe accountants en externe belastingconsulenten, van de organisatie van hun kantoor, de uitgevoerde werkzaamheden in het bijzonder het respect voor de wet, de reglementen, de normen en de aanbevelingen en de manier waarop ze hun opdrachten uitvoeren als bedoeld in artikel 34 en 38.

De Raad van het Instituut benoemt de leden, de voorzitter en de ondervoorzitter van de commissie kwaliteitstoetsing, die zonder terechtwijziging ingeschreven zijn op het tableau van externe accountants en belastingconsulenten.

De commissie kwaliteitstoetsing heeft onder meer als opdracht :

1° een lijst van toetsers samen te stellen en ter goedkeuring aan de Raad van het Instituut voor te leggen;

2° de inhoud en de praktijk van de kwaliteitstoetsing uit te werken volgens het reglement en het aan de Raad van het Instituut voor te leggen;

3° aan de Raad voorstellen de externe accountant en/of de externe belastingconsulent door te verwijzen naar de bevoegde tuchtinstancies indien de externe accountant en/of de externe belastingconsulent de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake de kwaliteitstoetsing niet naleeft;

4° aan de Raad voorstellen om ten aanzien van een lid een maatregel aan te nemen bedoeld in artikel 29.

De externe accountant en/of de externe belastingconsulent verschaft in het kader van de kwaliteitstoetsing toegang tot zijn kantoor aan de toetsers, wanneer de commissie kwaliteitstoetsing hem de kwaliteitstoetsing minstens twee maanden op voorhand heeft aangekondigd of, in voorkomend geval na het toestaan van een eventuele uitstel, op de datum die tussen de commissie kwaliteitstoetsing en de externe accountant en/of de externe belastingconsulent is overeengekomen.

Met "kantoor" wordt onder dit artikel bedoeld : de organisatorische eenheid waarbinnen één of meer externe accountants en/of externe belastingconsulenten voor een cliënt bedrijfsmatig professionele diensten verrichten, zoals bepaald in artikel 34 en artikel 38. Het kantoor heeft ofwel uitsluitend één enkele vestiging ofwel meerdere vestigingen waarbinnen dezelfde werkmethode van toepassing zijn.

De externe accountant en/of de externe belastingconsulent geeft in het kader van de kwaliteitstoetsing aan de toetsers inzage aan alle informatie die betrekking heeft op de beroepsuitoefening en bezorgt, indien de toetsers dit nodig acht voor het uitvoeren van zijn opdracht, een afschrift aan de toetsers."

**Art. 13.** In dezelfde wet wordt een artikel 28/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 28/1. De externe leden maken, samen met hun cliënt, een opdrachtbrief op, die de uitvoering van iedere prestatie voorafgaat. Deze opdrachtbrief omschrijft op een evenwichtige wijze de wederzijdse rechten en plichten van de cliënt en de beroepsbeoefenaar.

De Koning bepaalt, op advies van de Raad van het Instituut, de modaliteiten voor de toepassing van de opdrachtbrief."

**Art. 14.** Artikel 29 van dezelfde wet, gewijzigd door het koninklijk besluit van 19 november 2009, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende :

"§ 2. De Raad kan het lid terechtwijzen :

1° wanneer het lid in gebreke blijft om, binnen een termijn bepaald door de Raad van het Instituut, alle of een gedeelte van de bijdragen, bedoeld in artikel 6, te betalen;

2° wanneer het lid verzuimd heeft om zich te verzekeren voor zijn burgerlijke beroepsaansprakelijkheid met een verzekeringsovereenkomst, bedoeld in artikel 33, of die te laten goedkeuren door de Raad van het Instituut;

3° wanneer het lid gedurende drie opeenvolgende kalenderjaren niet heeft deelgenomen aan de verplichte permanente vorming voor accountants en/of belastingconsulenten, overeenkomstig de norm goedgekeurd door de Raad;



4° lorsque le membre n'a pas confirmé la date de la revue qualité dans le délai annoncé par la commission revue qualité, ou lorsque le membre, après avoir obtenu un délai, a omis de proposer à la commission revue qualité, dans le délai que la commission a annoncé, une nouvelle date de revue qualité.

Le membre peut contester le rappel à l'ordre auprès de la Commission d'appel dans un délai d'un mois à compter du jour où le rappel à l'ordre a été notifié à l'intéressé et ceci en vue d'un débat contradictoire.

Cet appel est suspensif.

Tout rappel à l'ordre devenu définitif est mentionné dans le dossier du membre pendant cinq ans. A l'issue de cette période de cinq ans, le rappel à l'ordre est effacé automatiquement.

La qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal peut être retirée par le Conseil de l'Institut lorsque le membre reste pendant trois mois après le rappel à l'ordre en défaut de s'exécuter."

**Art. 15.** Dans l'article 31 de la même loi, les mots "experts-comptables externes et les conseils fiscaux" sont remplacés par les mots "membres externes".

**Art. 16.** Dans l'article 32 de la même loi, modifié par la loi du 18 janvier 2010, les mots "visée à l'article 34, 2° ou 6°" sont remplacés par les mots "visée à l'article 34, 1°, 2° ou 6°".

**Art. 17.** Dans l'article 33, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 18 janvier 2010, les mots "experts-comptables externes et les conseils fiscaux" sont remplacés par les mots "membres externes".

**Art. 18.** Dans la même loi, il est inséré un article 34/1, rédigé comme suit :

"Art. 34/1. Les activités du stagiaire expert-comptable consistent à exécuter dans des entreprises privées, des organismes publics ou pour compte de toute personne ou de tout organisme intéressé, les missions visées à l'article 34, 3°, 4° et 5°".

**Art. 19.** Dans l'article 37, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la même loi, les mots "l'article 64, § 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" sont remplacés par les mots "l'article 166 du Code des sociétés".

**Art. 20.** Dans l'article 38 de la même loi, les mots "et de stagiaire conseil fiscal" sont insérés entre les mots "conseil fiscal" et le mot "consistent".

**Art. 21.** A l'article 45/1 de la même loi, inséré par la loi du 25 février 2013 (I) et modifié en dernier lieu par la loi du 10 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° un paragraphe 5/1 est inséré, rédigé comme suit :

"§ 5/1. Le Conseil national peut édicter des directives en exécution ou en vue de préciser les dispositions légales et/ou réglementaires concernant la déontologie, le stage, l'examen pratique d'aptitude, la profession ou l'Institut professionnel. Les directives ont pour but de déterminer des règles pratiques.

L'Institut professionnel porte à la connaissance des membres, en temps utile et de manière appropriée, toutes les directives et publie celle-ci sur le site internet de l'Institut professionnel."

2° le paragraphe 8, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par ce qui suit :

"La compétence des chambres exécutives est déterminée par la langue choisie par l'intéressé, personne physique, lors de sa demande d'inscription. La langue choisie ne peut pas être modifiée. Les personnes de la région de langue allemande choisissent, dans leur demande d'inscription, le rôle linguistique auquel ils souhaitent appartenir."

3° dans le paragraphe 9, les phrases "Celles-ci exercent également les missions prévues au § 7 lorsqu'elles intéressent la région de langue allemande. Les règles de fonctionnement des chambres exécutives réunies prévoient une représentation de cette région." sont abrogées;

4° dans le paragraphe 12, la phrase "Les recours contre les décisions prises par les chambres exécutives réunies en application du § 9 sont de la compétence des chambres d'appel réunies." est abrogée;

5° le paragraphe 12 est complété par les trois alinéas, rédigés comme suit :

"Elles se prononcent également sur les recours introduits contre les décisions du jury d'examen concernant le résultat de la partie écrite et/ou orale de l'examen pratique d'aptitude.

4° wanneer het lid de datum van kwaliteitstoetsing niet heeft bevestigd binnen de termijn die de commissie kwaliteitstoetsing heeft aangekondigd, of wanneer het lid na uitstel te hebben verkregen, heeft verzuimd om binnen de aangekondigde termijn een nieuwe datum van kwaliteitstoetsing aan de commissie kwaliteitstoetsing voor te stellen.

Het lid kan de terechtwijzing betwisten bij de Commissie van Beroep binnen een termijn van één maand nadat de terechtwijzing hem werd betekend en dit met het oog op een tegensprekelijk debat.

Dit beroep is opschortend.

Iedere definitief geworden terechtwijzing wordt vermeld in het dossier van het lid gedurende vijf jaar. Op het einde van deze periode van vijf jaar, wordt de terechtwijzing automatisch uitgewist.

De hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent kan door de Raad om het Instituut ingetrokken worden wanneer het lid, drie maanden na de terechtwijzing in gebreke blijft."

**Art. 15.** In artikel 31 van dezelfde wet worden de woorden "Externe accountants en externe belastingconsulenten" vervangen door de woorden "De externe leden".

**Art. 16.** In artikel 32 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 januari 2010, worden de woorden "bedoeld in artikel 34, 2° of 6°" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 34, 1°, 2° of 6°".

**Art. 17.** In artikel 33, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 18 januari 2010, worden de woorden "Externe accountants en externe belastingconsulenten" vervangen door de woorden "De externe leden".

**Art. 18.** In dezelfde wet wordt een artikel 34/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 34/1. De werkzaamheden van de stagiair-accountant bestaan erin, in privéondernemingen, openbare instellingen, of voor rekening van elke belanghebbende persoon of instelling, de in artikel 34, 3°, 4° en 5°, bedoelde opdrachten uit te voeren."

**Art. 19.** In artikel 37, eerste lid, 2°, van dezelfde wet worden de woorden "artikel 64, § 2, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen" vervangen door de woorden "artikel 166 van het Wetboek van vennootschappen".

**Art. 20.** In artikel 38 van dezelfde wet worden de woorden "en stagiair-belastingconsulent" ingevoegd tussen de woorden "belastingconsulent" en "bestaat".

**Art. 21.** In artikel 45/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 februari 2013 (I) en laatst gewijzigd door de wet van 10 april 2014 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een paragraaf 5/1 wordt ingevoegd, luidende :

"§ 5/1. De Nationale Raad kan richtlijnen uitvaardigen in uitvoering of ter verduidelijking van de wettelijke en/of reglementaire bepalingen betreffende de plichtenleer, de stage, het praktisch bekwaamheidsexamen, het beroep of het Beroepsinstituut. De richtlijnen hebben tot doel praktische regels te bepalen.

Het Beroepsinstituut maakt aan de leden tijdig en op gepaste wijze alle richtlijnen bekend en maakt deze openbaar op de website van het Beroepsinstituut."

2° paragraaf 8, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

"De bevoegdheid van de uitvoerende kamers wordt bepaald door de taal die door de betrokkene, natuurlijke persoon, werd gekozen bij zijn aanvraag tot inschrijving. De gekozen taal kan niet worden gewijzigd. De personen uit het Duitse taalgebied kiezen in hun aanvraag tot inschrijving tot welke taalrol zij wensen te behoren."

3° in paragraaf 9 worden de zinnen "Deze kamers oefenen eveneens de in § 7 bepaalde taken uit wanneer deze betrekking hebben op het Duitse taalgebied. De werkingsregels van de verenigde uitvoerende kamers voorzien in een vertegenwoordiging van dit taalgebied." opgeheven;

4° in paragraaf 12 wordt de zin "De beroepen tegen de beslissingen die zijn genomen door de verenigde uitvoerende kamers in toepassing van § 9 behoren tot de bevoegdheid van de verenigde kamers van beroep." opgeheven;

5° paragraaf 12 wordt aangevuld met de drie leden, luidende :

"Zij doen tevens uitspraak over de beroepen tegen de beslissingen van de examenjury inzake het resultaat van het schriftelijke en/of mondeling gedeelte van het praktisch bekwaamheidsexamen.

Le recours peut être introduit par le participant à l'examen pratique d'aptitude par envoi recommandé dans les quinze jours de la notification de cette décision. Le cas échéant, les chambres d'appel sont compétentes pour inscrire ou non un candidat au tableau des titulaires de la profession.

Les recours contre les décisions prises par les chambres exécutives réunies en application du § 9 sont de la compétence des chambres d'appel réunies. Les recours contre ces décisions sont introduits par les personnes qui ont fait l'objet des décisions ou, en commun, par les assesseurs juridiques des deux rôles linguistiques."

**Art. 22.** Dans la même loi, il est inséré un article 49/1, rédigé comme suit :

"Art. 49/1. Le comptable externe, le comptable-fiscaliste externe, le comptable stagiaire externe, le comptable-fiscaliste stagiaire externe établissent une lettre de mission avec leur client préalablement à l'exécution de toute prestation. Cette lettre de mission précise de manière équilibrée les droits et devoirs réciproques du client et du titulaire de la profession.

L'Institut professionnel fixe dans la déontologie le contenu de la lettre de mission, aussi bien les dispositions obligatoires que les dispositions interdites."

**Art. 23.** L'article 51 de la même loi, modifié par la loi du 25 février 2013, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 51. § 1<sup>er</sup>. L'inscription au tableau des titulaires de la profession est subordonnée à l'accomplissement d'un stage de manière satisfaisante.

La durée du stage est de minimum un an et, hormis une suspension pour des raisons légitimes à apprécier par les chambres exécutives, de maximum six ans.

Un stagiaire qui, au terme de la période de stage de six ans, n'a pas réussi l'examen pratique d'aptitude, est omis de la liste des stagiaires et ne peut plus introduire de nouvelle demande d'inscription pour le stage de comptable ou de comptable-fiscaliste avant l'expiration d'un délai de trois ans.

§ 2. Le stage se clôture par la réussite d'un examen pratique d'aptitude organisé par l'Institut professionnel. Cet examen peut être différent pour les comptables stagiaires et les comptables-fiscalistes stagiaires. Le programme, les conditions et la composition du jury d'examen sont fixés par le Roi.

La Chambre exécutive peut octroyer une dispense totale ou partielle de l'accomplissement du stage et/ou de la participation à l'examen pratique d'aptitude à des personnes qui possèdent en Belgique une qualité équivalente à celle de comptable agréé ou de comptable-fiscaliste agréé.

Un stagiaire peut participer à cet examen pratique d'aptitude au plus tôt après avoir accompli au moins une année de stage. Par la suite, il peut demander son inscription à chaque examen pratique d'aptitude qu'organise l'Institut professionnel et une dernière fois au plus proche examen qui a lieu après la fin de sa période maximale de stage de six ans, et à la condition que sa demande de participation ait lieu au plus tard avant l'expiration de la période de stage de six ans.

Le jury d'examen peut également soumettre les stagiaires à une évaluation intermédiaire qui est distincte de l'examen pratique d'aptitude.

Les décisions du jury d'examen ont force de chose jugée sous réserve du recours qui est le cas échéant introduit contre ces décisions conformément à l'article 45/1, § 12.

§ 3. Un stagiaire externe ne peut constituer une personne morale par l'intermédiaire de laquelle il exerce ses activités ou être associé, gérant, administrateur ou membre du comité de direction de la personne morale, que si un autre professionnel agréé, habilité à exercer des activités comptables, est également gérant ou administrateur de cette personne morale.

§ 4. Le Conseil national détermine également les règles selon lesquelles les comptables stagiaires sont chargés de l'élaboration, à titre gratuit et sous le contrôle de leur maître de stage, d'un plan financier tel que celui visé à l'article 440 du Code des sociétés pour les entrepreneurs dans le cadre de leur premier établissement.

Het beroep kan door de deelnemer aan het praktisch bekwaamheidsexamen ingesteld worden per aangetekende zending binnen de vijftien dagen na betekening van deze beslissing. Desgevallend hebben de kamers van beroep de bevoegdheid om een kandidaat al dan niet in te schrijven op het tableau van de beroepsbeoefenaars.

De beroepen tegen de beslissingen die zijn genomen door de verenigde uitvoerende kamers in toepassing van § 9 behoren tot de bevoegdheid van de verenigde kamers van beroep. De beroepen worden ingesteld door de personen op wie de beslissingen betrekking hebben, of door de rechtskundige assessoren van beide taalrollen samen."

**Art. 22.** In dezelfde wet wordt een artikel 49/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 49/1. De externe boekhouder, de externe boekhouder-fiscalist, de externe stagiair boekhouder, de externe stagiair boekhouder-fiscalist maken, samen met hun cliënt, een opdrachtbrief op, die de uitvoering van iedere prestatie voorafgaat. Deze opdrachtbrief omschrijft op een evenwichtige wijze de wederzijdse rechten en plichten van de cliënt en de beroepsbeoefenaar.

Het Beroepsinstituut legt in de plichtenleer de inhoud van de opdrachtbrief, zowel de verplichte als de verboden bepalingen, vast."

**Art. 23.** Artikel 51 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 februari 2013, wordt vervangen als volgt :

"Art. 51. § 1. De inschrijving op het tableau van de titularissen van het beroep is afhankelijk van het op voldoende wijze doorlopen van een stage.

De stage duurt minimaal één jaar en, behoudens een schorsing om gegronde redenen te beoordelen door de uitvoerende kamers, maximaal zes jaar.

Een stagiair die aan het einde van de zesjarige stageperiode niet geslaagd is in het praktisch bekwaamheidsexamen, wordt weggelaten van de lijst van de stagiaires en kan voor het verstrijken van een termijn van drie jaar niet meer een nieuwe aanvraag voor een inschrijving voor de stage van boekhouder of boekhouder-fiscalist indienen.

§ 2. De stage wordt afgesloten met het slagen in een praktisch bekwaamheidsexamen, georganiseerd door het Beroepsinstituut. Dit examen kan verschillend zijn voor stagiair-boekhouders en stagiair-boekhouders-fiscalisten. Het programma, de voorwaarden en de samenstelling van de examenjury worden door de Koning vastgesteld.

De Uitvoerende Kamer kan geheel of gedeeltelijk vrijstelling verlenen van het volgen van de stage en/of het afleggen van het praktisch bekwaamheidsexamen aan personen die in België een hoedanigheid bezitten die gelijkwaardig is met die van erkende boekhouder of erkende boekhouder-fiscalist.

Een stagiair kan ten vroegste deelnemen aan dit praktisch bekwaamheidsexamen nadat hij minstens één jaar stage heeft doorlopen. Daarna kan hij zijn inschrijving vragen voor elk volgend praktisch bekwaamheidsexamen dat het Beroepsinstituut organiseert en een laatste maal aan het eerstvolgende examen dat plaatsvindt nadat zijn maximale stageperiode van zes jaar beëindigd is en op voorwaarde dat zijn aanvraag tot deelname gebeurt uiterlijk voor het verstrijken van de zesjarige stageperiode.

De examenjury kan de stagiaires ook aan een tussentijdse evaluatie onderwerpen die los staat van het praktisch bekwaamheidsexamen.

De beslissingen van de examenjury hebben kracht van gewijsde behoudens het beroep dat desgevallend wordt ingesteld tegen deze beslissingen overeenkomstig artikel 45/1, § 12.

§ 3. Een externe stagiair kan slechts een rechtspersoon oprichten via dewelke hij zijn beroepsactiviteiten uitoefent of vennoot, zaakvoerder, bestuurder of lid van het directiecomité van de rechtspersoon zijn, indien tevens een andere erkende beroepsuitoefenaar, die gemachtigd is boekhoudactiviteiten uit te oefenen, bestuurder of zaakvoerder van deze rechtspersoon is.

§ 4. De Nationale Raad bepaalt tevens de regels volgens dewelke de stagiair-boekhouder wordt belast met de opstelling, ten kosteloze titel en onder toezicht van hun stage meester, van een financieel plan zoals bedoeld bij artikel 440 van het Wetboek van vennootschappen voor de ondernemers in het kader van hun eerste vestiging.

§ 5. Le Conseil national peut également déterminer les règles selon lesquelles les membres rendent une première consultation gratuite aux entreprises qui la demandent au cours de leur première année d'activités."

**Art. 24.** Dans l'article 58 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 25 février 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots "les infractions aux articles 46 à 48" sont remplacés par les mots "les infractions aux articles 16, 17, 18, 29, alinéas 3 et 4, et aux articles 37, 46, 47 et 48";

2° deux alinéas sont insérés entre les alinéas 4 et 5, rédigés comme suit :

"L'article 458 du Code pénal est également d'application :

1° à l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux, aux organes, aux membres de ces organes, y compris la commission de revue qualité et les rapporteurs, et aux membres du personnel de l'Institut;

2° à l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés, aux organes, aux membres de ces organes et aux membres du personnel de l'Institut professionnel.

Par dérogation à l'alinéa 5 :

1° les organes, les membres de ces organes, y compris la commission de revue qualité et les rapporteurs, et les membres du personnel de l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux peuvent échanger des informations avec d'autres organes, d'autres membres de ces organes, y compris la commission de revue qualité et les rapporteurs, et d'autres membres du personnel de l'Institut pour autant que cet échange soit nécessaire à l'accomplissement de leurs missions légales ou réglementaires;

2° les organes, les membres de ces organes et les membres du personnel de l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés peuvent échanger des informations avec d'autres organes, avec d'autres membres de ces organes et avec d'autres membres du personnel de l'Institut professionnel pour autant que cet échange soit nécessaire à l'accomplissement de leurs missions légales ou réglementaires."

**Art. 25.** Dans la même loi, il est inséré un article 58/1, rédigé comme suit :

"Pour toute infraction, constatée par un procès-verbal, conformément à l'article 58, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, l'Institut peut ester en justice afin de veiller aux droits et aux intérêts professionnels communs de ses membres, ainsi que, le cas échéant, de réclamer une indemnisation."

### CHAPITRE 3. — Dispositions transitoires

**Art. 26.** L'article 45/1, §§ 8, alinéa 1<sup>er</sup>, et 9, de la loi du 22 avril 1999, modifié par la présente loi, est d'application aux dossiers introduits auprès des différentes chambres à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les recours contre les décisions des chambres exécutives introduits en application de l'article 45/1, § 12, de la loi du 22 avril 1999 avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont traités selon la langue véhiculaire de la chambre exécutive qui a pris la décision attaquée.

Tout membre ou stagiaire, inscrit à l'Institut professionnel avant la date d'entrée en vigueur de l'article 21 et dont le rôle linguistique ne correspond pas au rôle linguistique de son choix, a la possibilité de modifier une seule fois ce rôle linguistique, au plus tard dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 5. De Nationale Raad kan tevens de regels bepalen volgens dewelke de leden een gratis eerstelijnsadvies verstrekken aan ondernemingen die hierom in de loop van hun eerste activiteitsjaar verzoeken."

**Art. 24.** In artikel 58 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 25 februari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "inbreuken op de artikelen 46 tot 48" vervangen door de woorden "inbreuken op de artikelen 16, 17, 18, 29, derde en vierde lid, en op de artikelen 37, 46, 47 en 48";

2° tussen het vierde en het vijfde lid worden twee leden ingevoegd, luidende :

"Artikel 458 van het Strafwetboek is eveneens van toepassing :

1° op het Instituut van de accountants en de belastingconsulenten, op de organen, op de leden van die organen, met inbegrip van de commissie kwaliteitstoetsing en de toetsers, en op de personeelsleden van het Instituut;

2° op het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten, op de organen, op de leden van die organen en op de personeelsleden van het Beroepsinstituut.

In afwijking van het vijfde lid :

1° mogen de organen, de leden van die organen, met inbegrip van de commissie kwaliteitstoetsing en de toetsers, en de personeelsleden van het Instituut van de accountants en de belastingconsulenten, gegevens uitwisselen met andere organen, met andere leden van die organen, met inbegrip van de commissie kwaliteitstoetsing en de toetsers, en met andere personeelsleden van het Instituut voor zover die uitwisseling van gegevens noodzakelijk is voor hun wettelijke of reglementaire opdrachten;

2° mogen de organen, de leden van die organen en de personeelsleden van het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten gegevens uitwisselen met andere organen, met andere leden van die organen en met andere personeelsleden van het Beroepsinstituut voor zover die uitwisseling van gegevens noodzakelijk is voor hun wettelijke of reglementaire opdrachten."

**Art. 25.** In dezelfde wet wordt een artikel 58/1 ingevoegd, luidende :

"Bij elke inbreuk, vastgesteld in een proces-verbaal, met betrekking tot artikel 58, eerste lid, 1°, kan het Instituut in rechte optreden om de rechten en de gemeenschappelijke beroepsbelangen van zijn leden te beschermen en desgevallend schadevergoeding te eisen."

### HOOFDSTUK 3. — Overgangsbepalingen

**Art. 26.** Artikel 45/1, §§ 8, eerste lid, en 9, van de wet van 22 april 1999, zoals gewijzigd door deze wet, is van toepassing op de dossiers die bij de verschillende kamers worden ingeleid vanaf de datum van inwerkingtreding van deze wet.

De beroepen tegen de beslissingen van de uitvoerende kamers die met toepassing van 45/1, § 12, van de wet van 22 april 1999 ingesteld werden vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet, worden behandeld volgens de voertaal van de uitvoerende kamer die de bestreden beslissing genomen heeft.

Elk lid of stagiair ingeschreven bij het Beroepsinstituut vóór de datum van de inwerkingtreding van artikel 21, en waarvan de taalrol niet overeenstemt met de taalrol van zijn keuze, heeft de mogelijkheid om deze taalrol éénmalig te wijzigen uiterlijk binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet.

Les professionnels de la région de langue allemande inscrit à l'Institut professionnel avant la date d'entrée en vigueur de l'article 21, choisissent leur rôle linguistique dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi. A défaut de choix exprès, ils dépendront du rôle linguistique qui correspond à la langue utilisée lors de leur inscription initiale à l'Institut professionnel.

Cette demande, visée aux alinéas 3 et 4, est adressée à l'Institut professionnel par envoi recommandé.

**Art. 27.** Les stagiaires inscrit à l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés dont le stage a déjà commencé au moment de l'entrée en vigueur de l'article 23, bénéficient, concernant la durée maximale du stage de six ans, visée à l'article 51, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 avril 1999, remplacé par l'article 23, du régime transitoire suivant :

1° lorsqu'il s'agit d'un premier stage, la période maximale de six ans est calculée à compter de l'entrée en vigueur de l'article 23;

2° lorsqu'il ne s'agit pas d'un premier stage, la durée maximale de six ans est calculée à compter de la date d'inscription au dernier stage.

En ce qui concerne les conditions reprises à l'article 51, § 3, de la loi du 22 avril 1999, remplacé par l'article 23, ceci ne vaut que pour la constitution des nouvelles personnes morales et/ou la prise d'un mandat ou l'acquisition de participations après l'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 28.** Les articles 3, 4, 5, 8, et 12, 1°, et l'article 13 pour ce qui concerne la rédaction d'une lettre de mission par des stagiaires, et les articles 15, 17, et 18 en 20 s'appliquent aux personnes qui à la date de leur entrée en vigueur, sont inscrites comme stagiaires auprès de l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux.

**Art. 29.** Les personnes qui sont stagiaires expert-comptable ou conseil fiscal à l'entrée en vigueur des articles mentionnés à l'article 30 bénéficient d'un délai de huit ans depuis le début de leur stage pour réussir l'examen d'aptitude.

Les personnes qui, à l'entrée en vigueur des articles visés à l'article 30, sont stagiaires expert-comptable ou conseil fiscal depuis huit ans ou plus, disposent d'un délai d'un an pour réussir l'examen d'aptitude.

#### CHAPITRE 4. — Entrée en vigueur

**Art. 30.** Les articles 3, 4, 5, 8, 12, 1°, et les articles 15, 17, 18 et 20, entrent en vigueur à la date fixée par le Roi et, au plus tard, le premier jour du douzième mois qui suit celui de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 septembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
K. PEETERS

Le Ministre des Classes moyennes,  
D. DUCARME

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des représentants :

(www.lachambre.be)

Documents : 54-2418 (2016/2017)

Compte rendu intégral : 19 et 20 juillet 2017.

De beroepsbeoefenaars uit het Duitse taalgebied ingeschreven bij het Beroepsinstituut vóór de datum van de inwerkingtreding van artikel 21, kiezen binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet hun taalrol. Bij gebreke aan een uitdrukkelijke keuze zullen zij behoren tot de taalrol die overeenstemt met de taal gebruikt bij hun initiële inschrijving bij het Beroepsinstituut.

Deze aanvraag, als bedoeld in het derde en vierde lid, wordt per aangetekende zending aan het Beroepsinstituut gericht.

**Art. 27.** De stagiairs ingeschreven bij het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten van wie de stage reeds aanving op het ogenblik van de inwerkingtreding van artikel 23, genieten, met betrekking tot de maximumduur van de stage van zes jaar als bepaald in artikel 51, § 1, van de wet van 22 april 1999, vervangen door artikel 23, van het volgende overgangsregime :

1° wanneer het een eerste stage betreft, wordt de maximumtermijn van zes jaar berekend vanaf de inwerkingtreding van artikel 23;

2° wanneer het geen eerste stage betreft, wordt de maximumtermijn van zes jaar berekend vanaf de datum van inschrijving van de laatste stage.

Met betrekking tot de voorwaarden bepaald in artikel 51, § 3, van de wet van 22 april 1999, vervangen door artikel 23, geldt dit enkel voor de oprichting van nieuwe rechtspersonen en/of het opnemen van een mandaat of het verwerven van participaties na de inwerkingtreding van deze wet.

**Art. 28.** De artikelen 3, 4, 5, 8, en 12, 1°, en het artikel 13 voor wat betreft het opmaken van een opdrachtbrief door stagiairs, en artikelen 15, 17, en 18 en 20 zijn van toepassing op de personen die als stagiair bij het Instituut van de accountants en belastingconsulenten zijn ingeschreven op de dag van de inwerkingtreding van deze artikelen.

**Art. 29.** De personen die stagiair-accountant of stagiair-belastingconsulent zijn bij de inwerkingtreding van de artikelen vermeld in artikel 30 beschikken over een termijn van acht jaar vanaf het begin van hun stage om te slagen voor het bekwaamheidsexamen.

De personen die, bij de inwerkingtreding van de artikelen vermeld in artikel 30, sinds acht jaar of meer stagiair-accountant of stagiair-belastingconsulent zijn, beschikken over een termijn van één jaar om te slagen voor het bekwaamheidsexamen.

#### HOOFDSTUK 4. — Inwerkingtreding

**Art. 30.** De artikelen 3, 4, 5, 8, 12, 1°, en de artikelen 15, 17, 18 en 20 treden in werking op de dag vastgesteld door de Koning, en ten laatste, de eerste dag van de twaalfde maand die volgt op de publicatie van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 september 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
K. PEETERS

De Minister van Middenstand,  
D. DUCARME

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 54-2418 (2016/2017)

Integraal Verslag : 19 en 20 juli 2017.